

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI
Président de l'ARCEP
7 square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Champs-sur-Marne, le 6 juillet 2009

Monsieur le Président,

Nous avons analysé attentivement les projets de décisions et le projet de recommandation de l'Autorité relatifs à la fibre optique que vous soumettez à consultation publique. Comme nous en avons convenu lors de notre entretien du 26 juin 2009, j'ai le plaisir de vous apporter les tous premiers commentaires sur les principaux points du dispositif et son applicabilité.

En premier lieu, et comme je vous l'avais mentionné, je suis très surpris par le chiffre de 15% annoncé par l'Autorité, de surcoût du déploiement multifibre par rapport au déploiement monofibre. Toutes nos analyses de coût transmises à vos services dans les groupes de travail préliminaires nous portent en effet à estimer ce surcoût entre 49% et 68% suivant les configurations.

Je vous transmets donc comme promis les éléments de coût détaillés en annexe 1. Ces éléments ont d'ores et déjà été transmis à vos services lors des groupes de travail préalables à la consultation publique lancée le 7 avril 2009.

En second lieu, je souhaite attirer votre attention sur la définition proposée des zones très denses. Comme Numericable a déjà pu l'expliquer dans sa contribution à la consultation du 9 avril, les principaux critères pertinents pour évaluer l'intérêt d'un déploiement de plusieurs opérateurs sont relatifs à une échelle infra-communale et ne sont plus pertinents à l'échelle communale.

Des communes retenues comme denses par l'Autorité dans les projets de décision, comme Marseille ou Lyon, sont ainsi une combinaison de zones très denses et de zones peu denses (voir cartes annexe 2). Retenir alors une classification communale, et appliquer par conséquent aux zones peu denses de ces communes un dispositif qui leur est inadapté, revient donc à grever durablement les chances de déploiements rentables de fibre dans ces zones.

C'est pourquoi je vous demande plus particulièrement de réexaminer le critère de sélection basé sur des simples « annonces » de déploiements d'opérateur. C'est en effet le seul critère proposé par l'Autorité qui soit décorrélé de toute objectivité technique, tant la logique de déploiement d'un seul opérateur dans un lieu donné peut être contingente d'intérêts particuliers qui ne traduisent pas forcément la possibilité de concurrence sur la zone. En outre, en se fondant sur des « annonces » et non sur des réelles intentions de déploiement, l'Autorité se rend sujette, sans contrôle possible, à d'éventuelles annonces stratégiques d'opérateurs qui ne s'auraient avoir d'autres buts que d'influencer ce classement.

En dernier lieu, il me semble crucial que le dispositif soit pleinement opérationnel jusque dans ses modalités pratiques, et ceci m'amène plusieurs remarques techniques sur les propositions de l'Autorité, que je vous détaille en annexe 3.

Il est ainsi fondamental que le déploiement de la fibre optique dans les immeubles, pour être viable et industrialisable, s'effectue par des financements payés à l'avance sur la base de bordereaux de prix : ce mécanisme, contrôlable par l'Autorité, permet de ne pas introduire de surcoût financier d'avances de trésorerie pour l'opérateur investisseur.

Le dispositif doit également effacer les dernières ambiguïtés persistantes sur la relation et le partage des responsabilités entre l'opérateur d'immeuble et les opérateurs commerciaux. Il importe ainsi notamment que le point d'interconnexion soit physiquement bien identifié, permettant une bonne gestion des responsabilités en cas de service après-vente. Il convient également que l'Autorité revoie les modalités de fourniture par défaut d'accès actif (art. 2 du projet de précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique) dans le cas où l'opérateur d'immeuble n'est pas opérateur commercial, et ne peut donc fournir cet accès : un vide juridique existe aujourd'hui dans le dispositif proposé. Ce cas particulier doit également être gardé à l'esprit dans le partage des coûts de financement (projet de recommandation), qui doivent donc naturellement être partagés entre les seuls opérateurs commerciaux.

Ces remarques fonctionnelles de premier ordre portent sur l'applicabilité opérationnelle du dispositif mis en consultation. Aussi Numericable se tient-il à la disposition de vos services pour poursuivre les discussions déjà entamées et leur apporter tout autre élément d'information nécessaire à une meilleure compréhension du sujet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Pierre DANON
Président Directeur Général

Annexe 2 : caractère infracommunal des paramètres de définition des zones denses et non denses des principales villes de France

Comme indiqué dans notre réponse à la consultation du 9 avril dernier, parmi les critères permettant de déployer une infrastructure horizontale, on trouve :

- l'existence de génie civil que ce soit égouts, fourreaux ... ;
- des immeubles à très fort potentiel, car plus le nombre d'abonnés à une adresse est important plus il sera possible de financer le raccordement de cet immeuble au NRO ;
- une distance inter-immeuble faible.

Parmi les critères permettant de déployer une infrastructure verticale, on trouve :

- un nombre d'habitants par immeuble suffisamment important pour financer la colonne montante ;
- des coûts de colonne montante les plus faibles possibles.

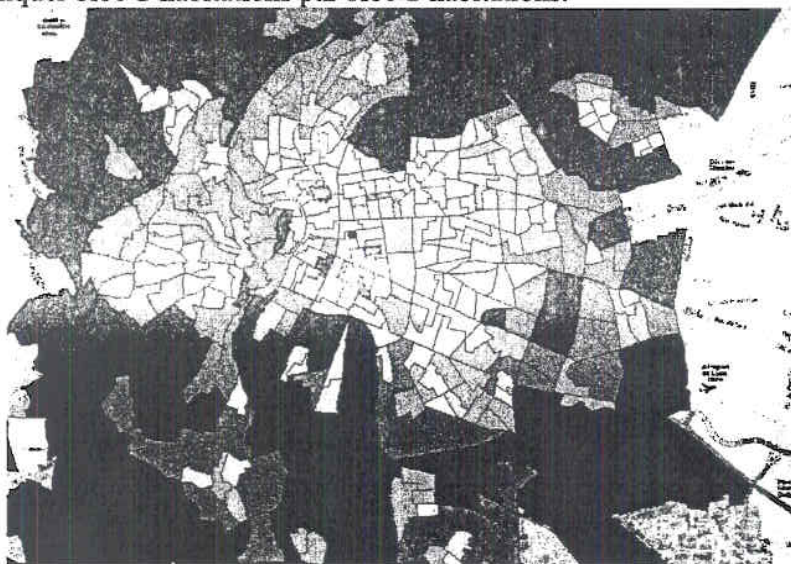
Ces critères permettront de définir de manière précise une zone très dense.

Selon notre analyse technique et économique, un réseau FTTH est déployé dans une zone très dense si sa topologie comprend les critères suivants :

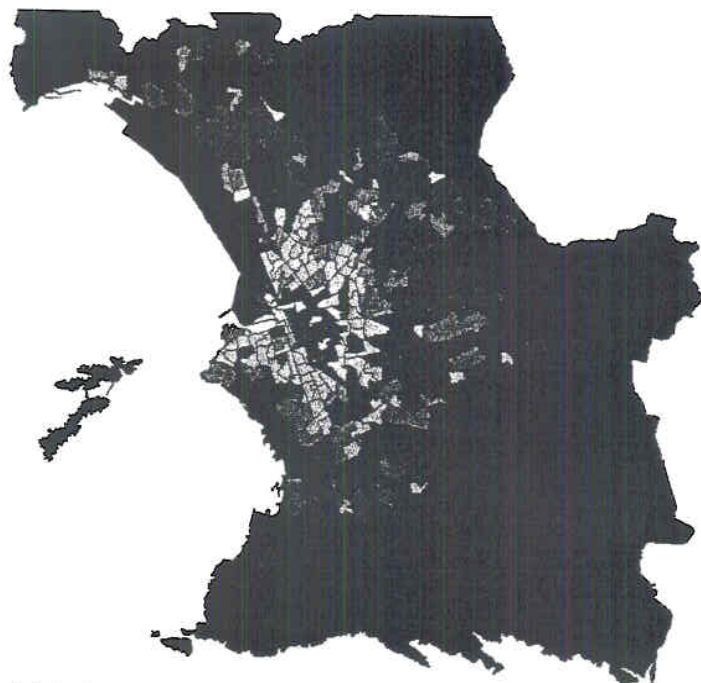
- Une distance moyenne de 2 m par logement entre le PMI et le logement.
- Une distance moyenne de 3 m par logement entre le NRO et le PMI.

Les cartes ci-après montrent que les villes de Marseille et Lyon présentent des zones très denses et des zones qui ne le sont pas.

La maille de la zone très dense est donc infracommunales. Ainsi les appels à candidature doivent s'appliquer bloc d'habitations par bloc d'habitations.



Densité de logement sur Lyon (rouge =dense ; bleu = faible densité)



Densité de logement sur Marseille (rouge =dense ; bleu = faible densité)

Annexe 3 : autres modalités opérationnelles assurant l'effectivité du dispositif

1. Le co-investissement doit être un engagement symétrique

Le versement du cofinancement à l'opérateur qui déploie doit être un préliminaire au déploiement, avec la possibilité de vérifier ainsi, avant tout lancement des dépenses, la réalité de cet engagement financier de la part des opérateurs déclarés intéressés.

Pour ce faire, comme un mécanisme de règlement initial est incompatible avec l'utilisation de factures *a posteriori*, qui s'avèrerait en outre impraticable à grande échelle, Numericable suggère un mécanisme plus pragmatique de bordereaux d'actes standard : la majorité des opérations est en effet suffisamment standard pour permettre l'utilisation de bordereaux définis et connus d'avance ; ce mécanisme permet des déploiements plus fluides et une prévision de trésorerie pour les opérateurs avant même leur décision d'investissement.

Il faut souligner que ce mécanisme est tout aussi contrôlable par l'Autorité, qui peuvent examiner à tout moment, le cas échéant, les justificatifs de dépenses, sans nécessité l'examen peu réaliste d'une multitude de cas particuliers.

2. Les limites de responsabilités entre opérateurs doivent être précisées

La limite de responsabilité doit se situer clairement à un point physique de mutualisation et non à un point « logique » comme l'envisage l'Autorité dans son projet de décision (II.1.) : tout point de raccordement et d'interconnexion entre deux réseaux est toujours physique, que l'accès soit actif ou passif, et pour des nécessités de SAV, la délimitation claire de ce point est la seule façon de déterminer opérationnellement la localisation d'une panne et à qui incombe la responsabilité de sa réparation.

3. Un vide juridique existe aujourd'hui dans la fourniture de l'accès actif

L'accès actif prévu à l'art.2 est inapplicable dans le cas où un opérateur d'immeuble ne serait pas opérateur commercial : faute de fibre à son propre usage, il serait en effet dans l'impossibilité de fournir un accès actif dans le cadre exceptionnel prévu par l'article 2, et le report de cette responsabilité sur l'un des opérateurs commerciaux présents, qui n'est alors pas définie, pose éventuellement un problème de discrimination.

Ce point doit être éclairci.

4. Le partage des coûts concerne les seuls opérateurs commerciaux

Dans le cas où un opérateur d'immeuble ne serait pas opérateur commercial, il n'y a pas de raison de lui imputer un prorata des coûts joints. Le partage équitable doit donc simplement être, de façon générale, en $\frac{1}{n}$, n étant le nombre d'opérateurs commerciaux, ce qui inclut évidemment l'opérateur d'immeuble quand il est opérateur commercial.